



## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Commune de Lattes - Convention portant délégation du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer - Autorisation de signature**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Sur les communes de Lattes et de Pérols, le secteur Ode à la Mer regroupe des quartiers commerciaux situés le long de l'avenue Georges Frêche. Il est l'assise d'un projet de reconquête urbaine majeur ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun visant à conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création d'équipements publics.

Le grand territoire ciblé étant fragile écologiquement et sensible aux aléas climatiques, ce projet a été retenu dans le cadre de la démarche « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables. Le projet prend en conséquence en compte, dès sa conception, la renaturation des sites, la gestion et le rattrapage hydraulique nécessaires et les impératifs de préservation de la biodiversité.

Le projet intègre bien entendu également l'organisation des mobilités autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et « intelligente » des services urbains.

L'opération d'aménagement d'ensemble a été créée par délibération en date du 29 septembre 2011. Sa réalisation a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) lors du conseil du 29 novembre 2011 dans un objectif de renouvellement urbain, commercial et environnemental.

Au titre du bilan triennal des objectifs de rattrapage de la période 2017-2019, la commune de Lattes a fait l'objet d'un constat de carence en logements sociaux par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 18 décembre 2020 au regard d'un taux de réalisation insuffisant au regard des objectifs fixés.

Il résulte de l'article L. 210-1 du Code de l'urbanisme que, pendant la durée d'application d'un arrêté préfectoral pris sur le fondement de l'article L. 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département notamment lorsque l'aliénation porte sur un terrain, bâti ou non bâti, affecté au logement.

Le représentant de l'Etat peut cependant déléguer ce droit à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant conclu une convention mentionnée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 301-5-1 du même Code, à un établissement public foncier créé en application de l'article L. 321-1 ou L. 324-1 du même Code, à une société d'économie mixte, à un des organismes d'habitations à loyer modéré prévus par l'article L. 411-2 du Code de la construction et de l'habitation, ou à un des organismes agréés mentionnés à l'article L. 365-2 du même Code.

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'Etat une convention de délégation de l'attribution des aides à la pierre en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement. Cette convention a été renouvelée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. L'Etat peut lui déléguer l'exercice de ce droit de préemption.

Le 10 janvier 2017, une première convention, désormais échue, portant sur la carence des communes de Lattes et Pérols en matière de logements locatifs sociaux avait été signée entre l'Etat, la Métropole et les communes concernées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la convention tripartite entre l'Etat, la Métropole et la commune de Lattes sur le périmètre annexé à la convention ;
- d'accepter la délégation du droit de préemption urbain par l'Etat sur le périmètre de la concession Ode à la Mer située sur la commune de Lattes ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 07/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157830-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- convention Etat - Métropole - délégation DPU sur Ode - Lattes version validée 15.02.2021-.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.